

Nations Unies

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DIX-HUITIÈME SESSION

Documents officiels



1215^e
SÉANCE PLÉNIÈRE

Mercredi 25 septembre 1963,
à 10 h 30

NEW YORK

SOMMAIRE

Pages

Point 9 de l'ordre du jour:

Discussion générale (suite)

Discours de M. Ngangtar (Tchad)	1
Discours de M. Haekkerup (Danemark).	4
Discours de M. Manescu (Roumanie)	7
Discours de M. Huot Sambath (Cambodge).	11

Président: M. Carlos SOSA RODRIGUEZ
(Venezuela).

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

Discussion générale (suite)

1. M. NGANGTAR (Tchad): Ce n'est pas sans une certaine fierté mêlée de joie que j'élève la voix au nom de mon pays, devant cette assemblée qui réunit tant de personnalités éminentes du monde entier. Ma voix, un écho sonore de l'Afrique, vient vous transmettre le message de confiance et d'espoir du peuple de la République du Tchad. Ma voix, amplifiée par celles combien harmonieuses et si intenses d'Addis-Abéba, de Cotonou ou de Dakar, ajoutera une nouvelle note à l'appel pathétique que les chefs d'Etat africains ont lancé aux quatre coins du monde. La voix de l'Afrique, qui a, partout, émules peuples, souhaiterait se préciser encore une fois à travers les élans passionnés et la volonté des peuples du Tchad, que nous essaierons de traduire ici de notre mieux.

2. Permettez-moi, Monsieur le Président, de vous présenter, au nom de mon gouvernement, mes chaleureuses félicitations pour votre éclatante élection à la présidence de la dix-huitième session de l'Assemblée générale. Les multiples qualités qui vous ont désigné à l'attention de vos collègues sont un sûr garant de l'impartialité et de l'habileté avec lesquelles vous dirigerez les débats.

3. Cette session est, sans nul doute, très importante. Toutefois, à mon avis, il faudra le recul du temps pour donner à chaque session de l'ONU la place qu'elle doit occuper dans l'histoire, à cause de la complexité des problèmes urgents et variés qui se posent chaque année devant l'Assemblée. Tant qu'une partie du monde, si petite soit-elle, vivra dans la crainte justifiée d'une menace quelconque, les assises de l'ONU ne seront pas à l'abri des regards angoissés de millions d'êtres humains de tous les continents. Tant qu'il existera un seul pays obligé de vivre sous la domination cruelle d'un autre, tant qu'il existera, quelque part, un individu asservi au nom de je ne sais quel principe, les sessions de cette assemblée seront, chaque année, plus importantes les unes que les autres. Tant que sur notre planète une partie de l'humanité s'endormira le soir sans avoir mangé à sa faim, ou se débattrra dans les marais de la famine, c'est-à-dire tant que certaines régions souffriront du sous-développement, nous continuerons à élever la voix dans cette enceinte

pour réclamer le concours de tous, en vue de justes solutions.

4. Avant d'entrer dans les détails des problèmes internationaux qui nous préoccupent tant, je voudrais entretenir l'Assemblée des contributions positives du Gouvernement de la République du Tchad, de ses efforts pour assurer le bonheur de son peuple et travailler à cette harmonie, à ce bien-être dont le monde a fait le but ultime de toutes les organisations sociales.

5. Mon pays, sous la sage direction de M. François Tombalbaye, a mis sur pied, au lendemain de l'indépendance, un plan de développement fondé sur une philosophie dynamique qui se résume ainsi: "Tout par le peuple et tout pour le peuple". Le programme du gouvernement, discuté à tous les échelons du parti progressiste tchadien, et approuvé avec enthousiasme, a prévu une amélioration des conditions matérielles de la majorité — paysans de la brousse et ouvriers des villes —, à savoir leur bien-être matériel, culturel et social.

6. Dans le domaine de la santé publique, l'objectif du gouvernement est de multiplier au maximum les hôpitaux et les dispensaires.

7. Chez nous, les syndicats sont encouragés et fonctionnent démocratiquement aux côtés de corps constitués du gouvernement. Aussi l'ouvrier prend-il de plus en plus conscience de son rôle comme élément de base du progrès au Tchad. Mieux encore, le gouvernement a entrepris la rédaction d'un nouveau code du travail et de la prévoyance sociale, garantissant les libertés et les droits des travailleurs.

8. Mon pays s'est donné pour tâche l'émancipation complète de la femme tchadienne, c'est-à-dire sa libération de toute tutelle et son égalité réelle devant la loi par rapport à l'homme. Dans ce domaine, il faudra vaincre les habitudes et les croyances ancestrales qui pèsent lourdement sur le comportement de notre peuple. Mais aucun effort ne sera épargné pour faire de la femme tchadienne un membre à part entière d'une société où tout doit contribuer à l'épanouissement de la personne humaine.

9. Sur le plan international, l'existence d'engins destructeurs tels que la bombe atomique fait de la recherche de la paix la préoccupation première de l'humanité. Comme l'a souligné si justement S. E. le président Tombalbaye, le 11 août 1963, à l'occasion du troisième anniversaire de l'indépendance nationale: "Autant la paix et l'unité sont indispensables à l'édification d'un Tchad meilleur, autant la paix mondiale est nécessaire pour le développement du continent africain."

10. Il incombe de façon toute spéciale aux gouvernements du monde entier et à leurs dirigeants de se dépasser pour assurer à l'humanité une paix durable. La nécessité de la paix n'est plus à démontrer. Il suffit de regarder tant soit peu autour de soi pour

comprendre les conséquences incalculables d'une guerre mondiale des temps modernes.

11. L'Afrique a certainement un rôle à jouer aux côtés des forces de la paix. La première condition à la paix est le désarmement général. Nous saluons ici les nombreux efforts tentés à travers le monde pour arriver à un désarmement total. L'ouverture de la dix-huitième session voit, avec espoir, une lueur poindre à l'horizon. La signature du Traité de Moscou ^{1/} est un événement sans précédent, qui crée le climat de confiance indispensable aux négociations sérieuses. Ce traité, que nous avons signé le 26 août 1963, en toute bonne foi, peut être le signal de la détente internationale.

12. La ligne directe de communication entre Moscou et Washington a établi le contact entre les dirigeants des deux grandes puissances. Elle est appelée à réduire les incompréhensions et à permettre, le cas échéant, d'éviter la catastrophe par erreur.

13. La République du Tchad a suivi avec attention les différents efforts déployés dans les diverses conférences sur le désarmement. Nous avons étudié de manière approfondie les multiples plans et projets de traités sur le désarmement. Nous ne présenterons pas, pour le moment, de nouvelles propositions de désarmement. Mais ma délégation saisit cette occasion pour soumettre à l'attention de l'Assemblée une procédure de débat ou, plus exactement, une méthode de travail.

14. Elle consisterait, pour les négociateurs, à adopter en même temps, à chaque stade, un point tiré de chaque plan ou projet de traité relatif au désarmement présenté par les deux grandes puissances; c'est la thèse d'un éminent Européen. Je m'explique: le plan occidental prévoit en priorité la destruction des véhicules cosmiques, aériens et maritimes servant à lancer des projectiles nucléaires, alors que le plan oriental vise tout d'abord le démantèlement des bases étrangères. Et, chaque fois qu'il s'agit d'arriver à un accord, chacune des parties craint de rompre l'équilibre si elle concède à l'autre un avantage stratégique.

15. La méthode de travail préconisée par le Gouvernement de la République du Tchad consisterait, dans ces conditions, à se mettre d'accord, à chaque stade, sur un point spécifique pris en même temps de chaque côté. Par exemple, au lieu de s'attarder sur la question de la priorité à donner soit à la destruction des bases étrangères, soit à celle des fusées, il faudrait, à la fois et en même temps, éliminer les bases et détruire les fusées atomiques. On pourrait parcourir la liste et procéder par étapes en suivant ce principe de jumelage. Cela présenterait sans doute des difficultés; il faudrait donc laisser aux experts toute latitude pour trouver les accommodements nécessaires. De même, le principe de l'inspection et de la vérification devrait être suivi, car cette méthode offre l'avantage de la sécurité.

16. Dans ce domaine tortueux et difficile, qui touche des intérêts vitaux, nous ne devons reculer devant aucun effort pour arriver à un compromis, car, au bout de tout cela, brille l'avenir radieux de l'humanité et des générations futures.

17. Je veux me référer ici au Comité des Vingt-Quatre ^{2/}, qui, je l'espère, lors de la présentation de son rapport à l'Assemblée [A/5446 et Add.1 à 3], ne se trouvera pas les mains vides. Les forces de paix dans le monde sont puissantes; elles grandissent chaque jour davantage. Ce n'est qu'à notre sagesse et à la bonne volonté des négociateurs que nous devons de parvenir à un accord.

18. Si le problème global posé à notre génération est celui de la paix mondiale, nous ne devons pas négliger les autres, régionaux ou locaux, susceptibles de nous entraîner dans des conflits. A ce sujet, le problème crucial qui se pose à l'échelle de tout un continent, c'est l'élimination du colonialisme, la suppression totale de l'asservissement d'un peuple par un autre, en accord avec l'historique résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale.

19. Les peuples du monde entier reconnaissent le caractère arbitraire de la domination d'un peuple par un autre. La colonisation a été condamnée moralement et spécifiquement, autant par des sectes religieuses que par des associations laïques, en fait par l'humanité entière. Nous Africains, nous sommes prêts à tous les sacrifices pour libérer notre continent et aider les autres à se libérer, sous quelque latitude qu'ils se trouvent.

20. Notre indépendance deviendrait un vain mot si nos frères d'Angola, du Mozambique, de la Guinée portugaise, des îles du Cap-Vert, de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie du Sud devaient vivre sous le joug colonial et souffrir des brimades et des tortures inadmissibles au XX^{ème} siècle. Ceux qui croient, en sabotant la résolution de l'ONU sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, nous détourner de notre objectif numéro un, qui est de libérer nos frères, se trompent grandement. Certains nous traitent d'impatients, d'autres nous accusent d'apporter une dose de passion dans le règlement d'un problème politique. Nous leur répondrons à tous que nous avons pour seule arme notre sagesse et que notre détermination peut tout vaincre.

21. Dans une résolution votée le 4 avril 1963 [voir A/5446/Add.1, par. 251], le Comité des Vingt-Quatre a attiré l'attention du Conseil de sécurité sur la gravité de la situation dans les colonies portugaises et a réclamé des mesures appropriées contre le Portugal, dont les répressions mettent en danger la paix et la sécurité en Afrique.

22. En Rhodésie du Sud, la Constitution perpétuant la suprématie des blancs est inacceptable parce que la politique raciste peut provoquer une guerre longue et pénible. Le rêve, caressé par le Comité, de voir la fin du colonialisme avant la fin de l'année 1963 ne sera pas réalisé, mais ne tardera pas à l'être.

23. On lit, dans un article récent publié par le *Daily Mirror*, que "la haine augmente chaque jour" et que "personne ne sait quand et comment l'explosion se produira, car la politique des Verwoerds est fondée sur la crainte et uniquement sur la crainte".

24. Nous avons donné des preuves de modération à Genève, à la réunion de la CISEL, aux réunions du GATT, ici, à l'ONU, à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité, le mois dernier. Nos porte-parole, à qui mon pays veut ici rendre hommage,

^{1/} Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, signé le 5 août 1963.

^{2/} Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

ont été à la hauteur de leur tâche. Ils ont été à la fois fermes et souples.

25. Ici, à cette tribune, je sens monter en moi les cris de douleur et d'indignation des femmes d'Angola, d'Afrique du Sud et d'ailleurs, qui ne peuvent pas enterrer leurs enfants frappés par les balles meurtrières des soldats racistes au service du colonialisme. Je me sens frémir aux gémissements d'angoisse des enfants qui ne peuvent pas crier "grâce" quand les avions portugais font tomber une grêle de bombes sur des villages entiers, qu'ils soient angolais ou sénégalais. Ces pauvres gens broient leur misère à pleines dents: ils crient et meurent au nom de la théorie des provinces portugaises d'outre-mer. Ils meurent pour que, nous autres, nous parlions ici, à cette tribune de l'ONU, et criions au monde les crimes qui se commettent chaque jour quelque part en Afrique.

26. Nous avons appris par la presse que le Gouvernement portugais a l'intention de procéder à un référendum en Angola. Que ceux qui se proposent de prendre un genre carnavalesque sachent que personne ne sera dupe.

27. L'Afrique du Sud a adopté une politique de panique. Une nouvelle loi ^{3/} pour la "suppression du sabotage et de la résistance par les Africains" a été présentée au Parlement à la fin d'avril 1963: elle dépasse en brutalité toutes les mesures déjà adoptées. Cette loi est devenue applicable à partir du 2 mai 1963 et a été incorporée à la Constitution. Elle prévoit la peine de mort pour tout citoyen sud-africain qui, soit dans son pays, soit à l'étranger, même aux Nations Unies, réclame l'abolition de la politique d'apartheid, et cela s'applique à toutes les déclarations et à tous les discours faits depuis 1960. L'Etat policier de Verwoerd a déclaré ouvertement la guerre aux vaillantes populations de l'Afrique du Sud qui luttent pour leur indépendance.

28. Nous condamnons hautement et publiquement la prolifération, en Afrique du Sud, d'usines d'armes destinées à étouffer les aspirations légitimes des populations noires à la liberté. C'est l'occasion aujourd'hui de demander à nos amies, les grandes puissances, de faire en sorte que les résolutions votées par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale ne soient pas foulées aux pieds.

29. Le gouvernement Salazar, livré à lui-même, ne peut rien contre ses colonies révoltées, à juste raison. En conséquence, la suspension de tout envoi d'armes, le boycottage économique, la rupture de toutes relations diplomatiques et consulaires ne manqueraient certainement pas d'entraîner des répercussions heureuses sur la politique du Portugal et de l'Afrique du Sud, politique rétrograde qui constitue un véritable crime. Nous notons avec espoir une déclaration d'un représentant américain disant que "toute expédition d'armes au Portugal serait suspendue". Certaines grandes puissances peuvent aussi, sur le plan commercial, compléter l'embargo en empêchant le trafic d'armes avec le Gouvernement portugais.

30. Les déclarations officielles ou semi-officielles de ceux qui refusent de suivre la route de la décolonisation totale ne nous émeuvent pas. Nous poursuivons avec acharnement notre avance sur le chemin de la libération. Ce chemin est long et pénible, mais

nous ne nous laisserons pas détourner un instant de notre objectif primordial.

31. Si les menaces de guerre comme le colonialisme constituent des causes de friction dans le monde, la division de la planète en régions riches et en régions sous-développées est aussi une cause non moins sérieuse de dangers.

32. Le Gouvernement de la République du Tchad est essentiellement orienté vers la recherche du bien-être matériel et culturel du peuple tchadien. L'indépendance politique est, certes, un but, mais elle ne peut être qu'une étape historique vers l'émancipation totale de nos peuples. Il n'y aurait pas d'indépendance si nos peuples devaient vivre dans les mêmes conditions matérielles et culturelles qu'à l'époque coloniale. Cet axiome étant posé, quelles sont les entraves au développement des pays nouvellement indépendants?

33. Ecartons les nombreuses questions connexes pour nous préoccuper de celles que nous jugeons les plus importantes et essentielles: la différence entre les prix des produits importés et ceux des produits exportés. Il n'y a pas de rapport équitable entre les prix des produits manufacturés que nous importons et ceux des produits agricoles et des matières premières que nous exportons. Il faut un certain équilibre qu'aucun petit pays ne peut rétablir unilatéralement, et auquel on ne peut arriver que par l'entremise de l'ONU. A ce sujet, le Tchad voudrait que cette question soit la base des travaux de la conférence sur le commerce mondial prévue pour 1964 ^{4/}. Nous attendons cette réunion avec beaucoup d'espoir.

34. Le Conseil économique et social de notre organisation, lors de sa dernière session, s'est largement étendu sur la nécessité d'une aide étrangère et sur l'obligation où se trouvent les pays développés de fournir une assistance aux pays en voie de développement.

35. Le Gouvernement de la République du Tchad a défini dans quel but et dans quelle perspective il conçoit l'aide étrangère: il s'agit d'éliminer un retard économique anachronique, de développer l'industrie nationale, de mettre fin à la position humiliante et inégale qu'il occupe dans les échanges économiques internationaux.

36. Au Tchad, nous sommes d'accord avec certains économistes pour postuler qu'il est dans l'intérêt des pays développés que les peuples des pays en voie de développement aient accès au marché mondial, car plus le marché mondial s'élargit, plus les industries des pays développés prospèrent. Nous, de la République du Tchad, sommes décidés à nous débarrasser de la misère et à faire prospérer notre pays.

37. Nous éliminerons naturellement notre retard économique en réussissant à établir un rythme de développement suffisamment rapide pour dépasser le taux d'accroissement de notre population. Nous avons besoin d'investir dans l'agriculture comme dans les communications; nous voulons développer l'industrie nationale en priorité. Nous avons besoin du concours des pays plus développés qui peuvent mettre à notre disposition les sommes nécessaires à un développement harmonieux. Autant nous sommes partisans de l'aide bilatérale, autant nous sommes désireux de voir se réaliser le vœu, exprimé par le Secrétaire général de notre organisation, que

^{3/} Loi portant modification de la législation générale (General Law Amendment Act).

^{4/} Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

toutes les activités économiques et sociales soient placées sous le signe de la Décennie des Nations Unies pour le développement. La Conférence des Nations Unies pour l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées 5/ est un événement dont nous ne manquerons pas de souligner l'importance. Cette conférence met à notre portée la technologie moderne, qui est la condition première de tout développement. La deuxième condition du développement, ce sont des ressources suffisantes: nous nous les procurerons grâce à la réglementation du commerce international, qui sortira, espérons-le, de la conférence sur le commerce envisagée dans le cadre de la Décennie.

38. Le Secrétaire général, dans l'introduction à son rapport annuel sur l'activité de l'Organisation (A/5501/Add.1, sect. IV), nous fait part de sa crainte que le Fonds spécial soit incapable d'atteindre l'objectif de 100 millions de dollars pour 1964. Inutile de dire combien nous soutenons le Secrétaire général dans son appel pour que la contribution des pays participants permette d'atteindre ce modeste but. Nous ne voudrions pas passer sous silence la partie de l'introduction (*ibid.*) qui mentionne le chiffre de 327 projets intéressant 120 pays en voie de développement, au coût de 672 millions de dollars, dont le Fonds spécial fournit 42 p. 100, et les gouvernements respectifs le reste.

39. Le développement économique de toutes les régions du monde est un objectif à notre portée; ce n'est plus un rêve. Le désarmement général, en libérant des sommes importantes destinées aux industries de guerre et qui seraient consacrées aux entreprises pacifiques des pays en voie de développement, accélérera la croissance de ces derniers.

40. Le chemin qui reste à parcourir pour le maintien de la paix dans le monde est peut-être long et difficile. Mais si nous regardons tous dans la même direction, et si nous maintenons cette constance dans l'effort avec la bonne volonté et la bonne foi de l'humanisme du XX^e siècle, nous pouvons être optimistes. Nous lançons cette note d'optimisme, confiants dans l'effort que chacun d'entre nous tentera au cours de cette session pour résoudre les différents problèmes épineux qui se posent à nous. Qu'il s'agisse de la conférence qui doit se réunir pour envisager la révision de la Charte, qu'il s'agisse de la question de Palestine — ou plutôt de la paix au Moyen-Orient —, qui vient de faire l'objet de la convocation du Conseil de sécurité, qu'il s'agisse de la question importante de la Force d'urgence des Nations Unies et des problèmes soulevés par son financement, qu'il s'agisse du problème de la dénucléarisation de certaines zones, l'ONU s'est montrée, dans le passé, et à l'occasion de questions plus brûlantes, un organe efficace et conscient de ses responsabilités.

41. Sans doute, les discussions orageuses ayant trait à la philosophie et à l'idéologie ont souvent rendu nos séances tumultueuses; mais l'Organisation en sort toujours grandie. Les petites nations placent beaucoup d'espoir dans les travaux de l'ONU. Les peuples du monde entier chérissent l'ONU et lui doivent la vénération accordée aux institutions et aux personnes qui ont fait leurs preuves en ce qui concerne le rapprochement des hommes et la paix universelle.

42. Puisse, après cette session, notre organisation mériter davantage encore la confiance et le respect

placés en elle par des millions de gens. Puisse notre organisation atteindre, dans le plus bref délai, l'objectif d'universalité pour lequel elle a été créée, et vers la réalisation duquel doivent tendre tous nos efforts.

43. M. HAEKKERUP (Danemark) [traduit de l'anglais]: Permettez-moi de vous adresser Monsieur le Président, les chaleureuses félicitations du Gouvernement danois et de la délégation danoise à l'occasion de votre élection aux hautes fonctions de Président de la dix-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Nous sommes convaincus que, sous votre sage direction, l'Assemblée obtiendra d'heureux résultats pour notre organisation et pour le monde entier. Nous félicitons également les autres membres du Bureau dont les conseils avisés vous aideront, Monsieur le Président, à mener à bien votre importante et lourde tâche.

44. L'un des pionniers des Nations Unies, M. Pearson, premier ministre du Canada, a dit le 19 septembre [1208^e séance] quelque chose que nous savons tous, mais qu'il n'est peut-être pas inutile de rappeler, à savoir que l'Organisation a actuellement 18 ans. Dans mon pays, c'est l'âge auquel on acquiert certains droits personnels. Il ne fait aucun doute que l'ONU a déjà acquis une personnalité qui lui est propre. Au même âge, la Société des Nations était sur le point de s'éteindre. Mais l'ONU, c'est le moins que l'on puisse dire, est une organisation vivante et active.

45. On nous demande souvent pourquoi nous passons tellement de temps à parler de nous-mêmes, des Nations Unies, au lieu de discuter les problèmes de fond que l'ONU a été créée pour résoudre. Nous faisons les deux, mais, si les questions d'organisation continuent à figurer en grand nombre à notre ordre du jour, c'est qu'à mon avis l'ONU elle-même est devenue un important facteur politique dans le monde et, par conséquent, une question politique.

46. Je vois là un signe de force. N'est-il pas vrai qu'aujourd'hui aucun événement international de quelque importance ne peut se produire sans que l'on se pose les questions suivantes: que va dire l'Organisation des Nations Unies? comment va-t-elle réagir? comment allons-nous traiter avec elle? N'est-il pas vrai aussi que, si le calme a été ramené dans un certain nombre de situations critiques grâce à une réaction de l'ONU à laquelle les responsables n'avaient pas songé, bien d'autres situations ne se sont jamais produites parce que la réaction à prévoir de la part de l'Organisation promettait d'être trop vive? En fait, aujourd'hui, on ne saurait élaborer de politique étrangère sans tenir compte des Nations Unies. A mon sens, il y a tout lieu d'en être fier, mais c'est aussi un encouragement à poursuivre nos discussions et nos efforts afin de renforcer les principes et d'améliorer le fonctionnement de notre organisation.

47. Cela dit, je tiens à rappeler ce que chacun doit désormais savoir: c'est que le Danemark continue à apporter un soutien sans réserve à l'Organisation des Nations Unies parce qu'il voit en elle un instrument important de paix et de coopération internationale. Nous continuerons donc à contribuer dans toute la mesure de nos moyens à l'œuvre de l'Organisation, sur les plans moral, financier et matériel. Cela est également vrai en ce qui concerne les activités relatives au maintien de la paix, y compris le désarmement. Cela est vrai aussi en matière de coopération sociale et économique, comme en matière de protection des droits de l'homme. Aujourd'hui encore, nous assistons à la violation de ces droits pour des motifs de race, de reli-

gion, de sexe ou de convictions politiques. Nous devons nous efforcer sincèrement d'accroître l'autorité de l'Organisation afin qu'elle assure le respect des droits fondamentaux de l'homme.

48. L'Organisation des Nations Unies exerce donc une influence croissante sur tous les aspects de la vie internationale et de notre comportement national, mais il est nécessaire, à notre avis, d'en rendre la composition universelle. Nous nous réjouissons chaque fois qu'un nouveau Membre est admis. Pour nous, le principe de l'universalité est fondamental. Notre attitude bien connue à l'égard de la question de la représentation de la Chine est conforme à ce principe. Il en est de même de notre attitude négative quand il s'agit de dispenser certains Etats Membres des obligations solennelles que leur impose la Charte.

49. Le Danemark s'est félicité des opérations de maintien de la paix entreprises jusqu'à présent par les Nations Unies. Nous avons contribué financièrement à toutes ces opérations et, dans plusieurs cas, nous avons fourni des hommes et du matériel. Il ne saurait être question pour nous de renoncer au principe des activités de maintien de la paix tel qu'il s'est dégagé depuis la création de l'ONU.

50. L'opération du Congo s'est révélée être un grand succès pour l'Organisation des Nations Unies et elle a été très avantageuse pour la République du Congo grâce aux brillantes qualités de chef et au courage du défunt Secrétaire général et de son successeur et grâce aux efforts et aux sacrifices de nombreux pays et de nombreuses personnes. Cependant, cette opération a montré quelles proportions pouvait prendre une action de ce genre par rapport à ce qui avait été envisagé au début. Si une petite minorité d'Etats Membres ont toujours soutenu que l'Organisation en faisait trop, la plupart d'entre nous ont eu probablement à un moment ou à un autre le sentiment plus ou moins vague qu'elle n'en faisait peut-être pas assez. Les problèmes que posent les activités relatives au maintien de la paix se sont révélés plus complexes que ne l'avaient jamais imaginé beaucoup d'entre nous. Les difficultés financières auxquelles l'Organisation se heurte aujourd'hui en sont la preuve. Nous pensons comme M. Pearson qu'il faudrait réfléchir davantage à ces problèmes, non seulement du point de vue financier et institutionnel, mais aussi du point de vue technique, pour les questions d'organisation et de préparation. A notre avis, l'heure est maintenant venue pour l'Organisation d'étudier ces questions de façon approfondie. Comme vous le savez, les pays nordiques ont proposé de préparer certains contingents de leurs forces armées en vue de les mettre éventuellement à la disposition de l'ONU. Mais une coopération et une coordination plus poussées semblent s'imposer dans ce domaine.

51. Quant aux difficultés financières, nous espérons que la Cinquième Commission, en réfléchissant sérieusement à ce problème, trouvera une solution qui permette de rétablir la situation de l'Organisation. Nous nous félicitons de l'appui sans réserve qu'a recueilli le principe de la responsabilité financière collective lors de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Nous espérons que l'exemple ainsi donné par les Etats Membres, même par ceux dont la capacité contributive est réduite, incitera tous les pays à assumer leur part des responsabilités, afin que nous n'ayons désormais plus à craindre pour l'avenir de notre organisation.

52. Le Danemark continue à souhaiter que la paix soit sauvegardée au moyen du désarmement général et complet, assorti d'un contrôle approprié. L'Organisation des Nations Unies a dans ce domaine une responsabilité de tout premier plan. Nous devons cependant aborder les problèmes avec réalisme, sans perdre de vue qu'une entente entre les grandes puissances, fondée sur leurs intérêts communs, est la condition préalable du progrès. Préconiser des idées qui n'ont aucune chance d'aboutir à une telle entente peut faire plus de mal que de bien.

53. Les débats de l'Assemblée générale subiront nécessairement l'influence du traité interdisant les essais nucléaires, récemment conclu entre les trois principales puissances nucléaires. Le Danemark, avec la grande majorité des autres Etats, n'a pas hésité à signer ce traité. Nous espérons sincèrement que ceux qui ne l'ont pas encore fait suivront bientôt cet exemple. Il faut que les espoirs que le traité a fait naître dans le monde entier ne soient pas déçus, mais qu'ils nous encouragent à redoubler d'efforts.

54. Dès avant l'ouverture de la dix-huitième session, nous avons observé avec satisfaction des marques de bonne volonté de la part des Etats le plus directement intéressés à mener des négociations sur de nouvelles mesures de désarmement. Les discours que nous avons entendus jusqu'à présent ont renforcé notre optimisme. Nous avons accueilli avec satisfaction le grand discours empreint de sagesse politique dans lequel le président Kennedy [1209ème séance] fixait une ligne de conduite à laquelle nous souscrivons sans réserve: à savoir qu'il convient de défendre sans compromis les idéaux de liberté et d'indépendance auxquels nous ne pourrions jamais renoncer, tout en offrant à tous les pays de coopérer pacifiquement avec eux.

55. Nous avons aussi été très sensibles à l'intervention de M. Gromyko, ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique [1208ème séance], que nous considérons comme un pas important vers une meilleure compréhension entre l'Est et l'Ouest. Les idées exprimées dans ces deux discours quant aux possibilités de progrès dans le domaine du désarmement sont remarquablement proches. Même dans le langage employé, on pouvait discerner des conceptions communes. Espérons que le moment n'est plus très éloigné où nous pourrions tous parler de coexistence pacifique dans la coopération ou, si vous préférez, de coopération pacifique dans la coexistence.

56. Je ne voudrais pas troubler ce climat de conciliation et de compréhension mutuelle si indispensable pour chacun de nous. Je suis certain cependant que le représentant de l'Union soviétique ne sera pas surpris de savoir que nous ne pouvons partager ses vues en ce qui concerne l'Allemagne. Tous les Européens, y compris les Allemands eux-mêmes, ont beau souhaiter une véritable détente en Europe centrale, il est inutile de se dissimuler qu'une telle détente dépend essentiellement de la solution de problèmes politiques — et, en premier lieu, du droit du peuple allemand à disposer de lui-même. Cette question ne devrait certainement pas être un obstacle au progrès dans le domaine du désarmement en Europe centrale —, surtout si les mesures adoptées à cet effet peuvent ouvrir la voie à une meilleure compréhension des problèmes politiques sous-jacents. Notre expérience nous montre que des relations de bon voisinage peuvent s'établir avec l'Allemagne actuelle. Entre le Danemark et l'Allemagne — et chacun sait que nous avons eu nos

problèmes —, les relations n'ont jamais été meilleures qu'aujourd'hui.

57. A l'heure présente, il ne serait probablement pas indiqué que l'Assemblée générale gêne les négociations en cours en essayant de faire accepter aux participants des propositions qui partent certainement de bonnes intentions, mais qui n'ont peut-être pas toujours été mûrement réfléchies. Notre tâche principale doit consister à encourager les travaux du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement et à leur donner un nouvel élan en soumettant, pour plus ample examen, les idées qui peuvent se dégager de nos débats.

58. A notre avis, il est de la plus grande importance que, sur le plan économique, l'ONU prenne dès maintenant l'initiative dans trois domaines essentiels: commerce, développement industriel et financement de l'infrastructure sociale et économique.

59. Nous savons parfaitement que, sans la participation active des Nations Unies dans ces domaines, il est impossible d'atteindre les objectifs universellement acceptés qui sont énoncés dans la Charte, à savoir, un niveau de vie plus élevé, le plein emploi et le développement économique et social dans le monde entier.

60. Nous nous réjouissons à l'avance de participer en 1964 non seulement à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, mais aussi à la prochaine réunion du GATT qui, nous en sommes convaincus, apportera des avantages concrets aux pays en voie de développement. La décision prise l'année dernière de tenir la Conférence sur le commerce et le développement en 1964 doit, selon nous, être considérée comme un pas important vers la solution des problèmes commerciaux auxquels les pays en voie de développement ont à faire face. Il se peut même que cette conférence devienne l'un des événements les plus importants, sinon même le plus important, de l'actuelle Décennie du développement. Nous avons observé avec satisfaction l'esprit constructif dans lequel la Conférence se prépare. L'aspect le plus remarquable est l'accord général qui s'est fait pour reconnaître que la tâche principale de la Conférence doit être de renforcer l'économie des pays en voie de développement en adoptant ou en préparant des mesures concrètes qui feront bénéficier, comme il se doit, ces pays d'un régime spécial pour la commercialisation de leurs produits, et d'organiser d'urgence le commerce mondial en conséquence.

61. Nous accueillons avec satisfaction la proposition tendant à élargir les activités du Fonds spécial en lui permettant de participer directement au financement des principaux éléments d'infrastructure des pays à faible revenu. Nous nous félicitons également de l'importance accrue que l'ONU, conformément aux vœux exprimés par les pays en voie de développement, accorde aux mesures propres à favoriser le développement industriel.

62. Avant de quitter le secteur économique, je tiens à déclarer combien le Danemark apprécie l'accueil chaleureux que les pays en voie de développement ont fait à la proposition que nous avons formulée à la dix-septième session au sujet de la création d'un institut de formation et de recherche des Nations Unies [voir résolution 1827 (XVII)]. La décision finale sur ce point a été prise l'été dernier par le Conseil économique et social. Nous nous réjouissons de pouvoir bientôt étudier, au cours de

la présente session, le premier rapport du Secrétaire général sur le financement de cet institut qui, nous l'espérons, pourra être inauguré en 1964.

63. La position fondamentale du Danemark sur la question coloniale demeure inchangée: nous donnons notre appui sans réserve aux efforts déployés à l'Organisation des Nations Unies pour hâter l'accession à l'indépendance des territoires et des peuples coloniaux dans toute la mesure compatible avec les véritables intérêts des populations intéressées. Cette attitude se manifeste clairement dans notre participation aux travaux du Comité des Vingt-Quatre.

64. Nous nous félicitons des résultats obtenus dans ce domaine depuis nos délibérations de l'automne dernier. Nous comptons accueillir bientôt le Kenya en tant que nouveau Membre de l'Organisation des Nations Unies. Nous espérons que Zanzibar ne tardera pas à le suivre. L'évolution qui aboutira à l'indépendance de la Rhodésie du Nord et du Nyassaland est déjà très avancée. En Extrême-Orient, trois territoires — Singapour, le Bornéo du Nord et le Sarawak — se sont récemment unis à la Malaisie pour former avec elle une fédération indépendante.

65. Cependant, plus il y aura de progrès en la matière, plus nous nous retrouverons devant des situations soulevant de sérieux problèmes, soit à cause des conditions propres aux territoires considérés, soit à cause de l'attitude du pays administrant, soit encore à cause de ces deux facteurs à la fois. C'est ainsi qu'à l'Assemblée et dans ses commissions on a pu observer une certaine tendance à laisser des considérations et des principes théoriques prendre le pas sur l'examen des conditions locales et le souci du bien-être des populations intéressées. Chaque fois que la Puissance administrante se montre disposée à accorder l'indépendance aussitôt que possible et à collaborer avec l'Organisation des Nations Unies, nous devrions, à mon avis, tenir largement compte des vues de cette puissance sur les problèmes locaux et nous garder de préconiser des mesures précises d'une utilité contestable.

66. Une précipitation excessive ne peut en pareil cas que contribuer à diminuer notre influence et à détourner l'attention des problèmes sur lesquels devraient se concentrer nos efforts, à savoir ceux à propos desquels le pays ou le gouvernement administrant ne manifeste aucune bonne volonté. L'Organisation des Nations Unies ne devrait intervenir énergiquement que dans ce dernier cas et nous ne devrions alors pas hésiter à employer, le cas échéant, tous les moyens que la Charte met à notre disposition, pourvu que ceux-ci se révèlent propres à opérer les transformations que nous souhaitons et qu'ils puissent obtenir une adhésion suffisante pour produire cet effet.

67. Cela m'amène naturellement à parler de la politique d'apartheid en Afrique du Sud, qui figure, une fois de plus, au premier plan de nos débats. L'Organisation des Nations Unies s'occupe depuis des années de cette question que tous les Danois, vous le savez peut-être, prennent particulièrement à cœur. De nombreuses manifestations de toutes sortes témoignent du profond intérêt que le peuple danois porte à la question de l'apartheid.

68. Jusqu'à présent, l'Organisation des Nations Unies a considéré, à juste titre, que l'apartheid doit être abolie en Afrique du Sud parce qu'elle est contraire aux principes de la Charte et aux droits de l'homme. Ces temps derniers, nombreux sont ceux qui, parmi nous,

ont estimé que, si la persuasion ne suffisait pas à inciter le Gouvernement sud-africain à changer de politique, il faudrait recourir à d'autres moyens. Une mesure extrêmement importante a été prise récemment dans ce sens lorsque le Conseil de sécurité a adopté une résolution interdisant les exportations d'armes à destination de l'Afrique du Sud^{6/}. Il est certain que d'autres mesures devront encore être prises.

69. Le Gouvernement danois approuve cette politique. Je répète: le Danemark soutient cette attitude et il estime qu'elle devrait être maintenue et que les pressions devraient être progressivement augmentées. Nous ne voulons pas seulement des mots et des recommandations d'ordre général, mais des mesures dont on aura soigneusement étudié à l'avance et discuté à fond les effets en vue d'obtenir un appui suffisant de la part des Etats Membres. Nous reconnaissons que les pays d'Afrique ont un intérêt tout spécial en la matière, ce qui les conduit naturellement à préconiser une politique de sanctions inconditionnelle. Cette attitude spéciale comporte aussi des responsabilités spéciales. Il pourrait être utile que des représentants de ces pays spécialement intéressés entament en petit comité des pourparlers avec des représentants des principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud, qui auraient le plus à pâtir d'une politique de sanctions.

70. Je le répète une fois encore: nous estimons qu'une politique de pression est nécessaire et justifiée. Il faut cependant que je vous pose et que je me pose à moi-même une question que de nombreux membres de cette assemblée se posent certainement "in petto" depuis quelque temps. Cette question décisive est la suivante: une politique limitée de pression est-elle en soi suffisante pour amener des transformations pacifiques qui résoudraient le problème sud-africain sous tous ses aspects? Je crains bien qu'il n'en soit pas ainsi. Je crains beaucoup qu'une politique de sanctions seules — je répète, seules — n'aille à l'encontre de ses objectifs, qu'elle n'aggrave la tension actuelle dans la région et ne rapproche l'éventualité d'événements tragiques.

71. L'apartheid plonge aujourd'hui des millions de personnes dans l'affliction, mais son abolition posera des problèmes nouveaux. Il appartient aux Nations Unies de montrer la route à suivre pour résoudre ces problèmes conformément aux principes fondamentaux de la Charte. Il nous faut comprendre que la grande majorité de la population européenne de l'Afrique du Sud suppose à tort que l'abandon de la domination blanche signifie l'abandon de sa propre existence. Il est de notre devoir de lui prouver que tel n'est pas le cas. Il est de notre devoir de lui montrer qu'il existe une autre solution que la catastrophe et que le seul moyen d'y parvenir est d'abolir l'apartheid. Il est de notre devoir de convaincre tous les groupes qui vivent en Afrique du Sud et de leur donner l'espoir qu'après l'abolition des principes inhumains et détestables dont s'inspire actuellement la République sud-africaine il y aura un avenir heureux et prospère pour tous ceux qui sont établis dans ce pays et veulent continuer à y vivre.

72. En d'autres termes, si l'Organisation des Nations Unies a jusqu'ici suivi une méthode unique, nous jugeons désormais nécessaire que l'Assemblée formule une politique supplémentaire et qu'elle précise

^{6/} Documents officiels du Conseil de sécurité, dix-huitième année, supplément de juillet, août et septembre 1963, document S/5386.

au monde ce que nous voudrions voir à la place de la situation actuelle: une société authentiquement démocratique et multiraciale d'hommes libres ayant tous les mêmes droits sans distinction de race.

73. Peut-être la population sud-africaine sera-t-elle impuissante à résoudre à elle seule le problème qui consiste à transformer une société aussi profondément enracinée dans l'apartheid et dominée par une minorité en une société démocratique et multiraciale libre. Je suis persuadé que, dans un tel processus, l'Organisation des Nations Unies aura un rôle majeur à jouer si l'on veut éviter la tragédie et le désastre. Nous devons étudier comment, le cas échéant, nous pourrions, pendant une période transitoire, contribuer au maintien de l'ordre et à la protection de la vie et des droits civils de tous les individus. Nous devons étudier également par quels moyens l'Organisation des Nations Unies peut le mieux aider l'Afrique du Sud à jeter les bases d'une société nouvelle.

74. A notre avis, il est grand temps que l'Assemblée envisage la politique positive qui doit être appliquée en Afrique du Sud et le rôle que l'Organisation des Nations Unies doit jouer dans l'évolution prochaine. Des études minutieuses à cet effet doivent être entreprises dès à présent, sans quoi nous pourrions un jour être pris de court et avoir lieu de le regretter.

75. Les progrès de la "décolonisation" témoignent de ce que les Nations Unies ont déjà été à même de réaliser. L'apartheid en Afrique du Sud montre combien il reste à faire pour que les nobles idéaux de la Charte soient appliqués partout dans le monde. Nous en savons désormais beaucoup sur les problèmes que pose la coexistence dans une même société d'êtres différents par les coutumes, les attitudes et l'origine ethnique. Dans cette assemblée, qui est elle-même l'image d'une société multiraciale, nous avons résolu ces problèmes. Pourquoi ne pourrions-nous pas en faire autant dans la vie quotidienne?

76. La détente actuelle et la méthode constructive suivie maintenant entre l'Est et l'Ouest ont renforcé nos espoirs d'épargner à l'humanité le "fléau de la guerre" et de préparer un avenir pacifique pour notre monde. Tout en poursuivant nos efforts, pas à pas, vers cet objectif, n'oublions pas un seul instant notre obligation solennelle de réaliser les nobles idéaux d'égalité des droits pour tous les hommes et de respect de la dignité humaine qui sont énoncés dans la Charte. En nous inspirant de ces idéaux, nous pourrions créer un monde où non seulement la guerre entre les Etats, mais encore l'agressivité entre les hommes auront été abolies pour faire place à la tolérance, à la coopération et à la bonne volonté mutuelle.

77. M. MANESCU (Roumanie): Je désire en tout premier lieu, Monsieur le Président, m'associer aux vœux qui vous ont été adressés à l'occasion de votre élection à la haute fonction de Président de l'actuelle session de l'Assemblée générale.

78. La délégation de la République populaire roumaine partage l'opinion exprimée au cours de ces débats, selon laquelle la présente session de l'Assemblée générale des Nations Unies est appelée à apporter, par les décisions qu'elle va prendre, une contribution constructive à la solution des problèmes internationaux vitaux qui préoccupent l'humanité.

79. La République populaire roumaine estime, ainsi que l'a déclaré à cette tribune le Président du

Conseil d'Etat, Gheorghe Gheorghiu-Dej, que

"favoriser entre les Etats le respect des principes de la coexistence pacifique et le développement de relations empreintes d'un esprit de coopération multilatérale pour maintenir et renforcer la paix constitue la raison d'être même de l'Organisation des Nations Unies" [873ème séance, par. 61].

Le Président du Conseil d'Etat a exprimé alors

"la conviction que tout Etat Membre, grand ou petit, a le devoir de contribuer activement à l'application concrète du principe de la coexistence pacifique dans les relations internationales" [ibid., par. 72].

C'est, en peu de mots, la signification que revêt l'ONU pour la République populaire roumaine et ce qu'elle entend par les devoirs qui incombent aux Membres de cette organisation.

80. Le gouvernement et le peuple roumains considèrent que l'ONU doit jouer un rôle actif, en remplissant la mission, dont la Charte l'a chargée, d'éliminer le danger de la guerre thermonucléaire et de consolider la paix et la sécurité internationales, qui sont indispensables pour que les peuples puissent atteindre leurs aspirations.

81. Plus que jamais auparavant, l'humanité aspire ardemment au progrès économique, social et culturel, à la pleine utilisation des ressources de notre planète, afin de pouvoir jouir des fruits de son travail créateur et des conquêtes de la science et de la technique modernes. Agir pour créer les conditions internationales nécessaires à l'accomplissement de ces desiderata, pour résoudre d'une manière pacifique les problèmes internationaux, c'est la tâche principale de tous les Etats, de tous les gouvernements pénétrés du sentiment de la responsabilité qu'ils ont envers leurs peuples.

82. De nos jours, quand des armes d'une capacité de destruction sans précédent se trouvent stockées de par le monde, quand le déclenchement d'un conflit thermonucléaire mondial causerait à l'humanité des pertes incalculables, il est nécessaire de faire tous les efforts possibles pour mettre l'humanité à l'abri d'une guerre dévastatrice.

83. Cet objectif de première importance peut parfaitement être atteint par la réalisation du désarmement général et complet, la voie la plus courte et la plus sûre pour l'élimination du danger de la guerre, pour la libération, dans des buts pacifiques, d'immenses ressources matérielles et humaines, et pour le développement de relations de coopération fructueuse entre Etats. En militant sans répit pour la réalisation du désarmement général et complet, la Roumanie se déclare en même temps en faveur des propositions faites en vue de mettre en œuvre certaines mesures partielles ou régionales destinées à créer une atmosphère de détente internationale et à aplanir le chemin menant à un accord sur le désarmement général et complet.

84. Animé de cet esprit, le Gouvernement roumain a signé, le 8 août 1963, le Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, bien que ce traité ne vise pas les essais nucléaires dans tous les milieux et ne résolve pas les problèmes majeurs ayant trait à la prévention des dangers que la course aux armements et le stockage d'armes atomiques et à l'hydrogène créent pour la paix du monde. Nous avons estimé en effet que ce traité représente un pas

en avant sur la voie de la détente internationale, une preuve du fait que les problèmes internationaux peuvent être résolus au moyen de négociations. Le Gouvernement roumain a en même temps exprimé l'espoir que la conclusion de ce traité créerait des conditions favorables pour faire de nouveaux pas vers la réalisation du désarmement général et complet.

85. Les obstacles qui doivent encore être franchis sont complexes et nombreux. Le Gouvernement roumain s'en tient fermement à la position que les efforts de tous, marqués par la persévérance, la patience et le sentiment des réalités, doivent concourir au rapprochement des points de vue ainsi qu'à la découverte de solutions réciproquement avantageuses. La méthode de négociation pour laquelle le Gouvernement roumain se prononce constamment s'est avérée efficace dans la solution de certains problèmes internationaux aigus, comme la crise de l'an dernier, dans la région des Antilles où, grâce à ce moyen, on a réussi à écarter le danger d'un conflit nucléaire. Les engagements pris alors doivent être rigoureusement tenus.

86. L'examen et le règlement des situations dont dépendent la paix et la sécurité internationales, des problèmes majeurs et urgents du monde contemporain, de la question du désarmement général et complet et des mesures de détente exigent la participation des personnalités investies des plus hautes responsabilités dans l'Etat. La délégation roumaine est d'avis que la proposition de l'Union soviétique [voir 1208ème séance, par. 130] de convoquer au début de l'année prochaine une conférence, au niveau le plus élevé, des Etats membres du Comité des dix-huit puissances pour le désarmement est une initiative ayant pour but d'assurer un cadre approprié à des discussions des plus fructueuses portant tant sur le problème du désarmement général et complet que sur les mesures séparées visant à la détente internationale. C'est pénétrée du sens le plus élevé de ses responsabilités que la République populaire roumaine envisage sa participation aux travaux de ce comité et se déclare en faveur des propositions dont l'application mènerait à la cessation de la course aux armements et à la création d'un monde sans armes. Notre pays, qui a suivi avec attention l'évolution des discussions concernant l'utilisation à des fins pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, est prêt à saluer la conclusion d'un accord relatif à l'interdiction du lancement d'armes atomiques sur orbite.

87. Quant à la récente proposition soviétique [ibid., par. 137] relative au maintien, sur le territoire de l'Union soviétique et sur celui des Etats-Unis d'Amérique, d'un nombre limité de fusées jusqu'à l'achèvement du processus de désarmement général et complet, nous sommes d'avis qu'elle s'inscrit parmi les propositions qui, allant à la rencontre de l'autre partie, facilitent le rapprochement des positions.

88. Afin d'assurer la paix dans le monde et de créer un climat de détente, il serait d'une grande importance de liquider les vestiges de la seconde guerre mondiale par la conclusion du traité de paix avec l'Allemagne. La position du Gouvernement roumain concernant cette question part de la reconnaissance de l'existence de deux Etats allemands, de la nécessité de mettre fin au régime d'occupation à Berlin-Ouest, et de la nécessité d'en faire une ville libre démilitarisée.

89. Estimant que la liquidation des blocs militaires contribuerait d'une manière importante à l'améliora-

tion de la situation internationale et au renforcement de la sécurité dans le monde entier, le Gouvernement roumain se prononce pour la conclusion, à titre de mesure transitoire, d'un pacte de non-agression entre les pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord et les Etats signataires au Traité de Varsovie.

90. Une autre action de nature à nous aider à faire de nouveaux pas dans la voie du désarmement serait la réduction — et, comme première mesure dans cette direction, le blocage — des budgets militaires des Etats, qui engloutissent d'énormes sommes d'argent, d'immenses richesses et une somme considérable d'énergie humaine dans des buts non productifs, alors qu'une importante partie de la population du globe vit dans les conditions les plus inhumaines.

91. Ayant la conviction que tous les Etats ont le devoir de contribuer à consolider la paix, et en premier lieu à établir de bonnes relations dans la région dont ils font partie, le Gouvernement de la République populaire roumaine a fait, en 1957 et en 1959, des propositions aux autres gouvernements des pays balkaniques en vue de la conclusion d'un traité visant à transformer la région des Balkans en une zone de paix et de collaboration, en une zone sans armes atomiques et sans fusées. Les années qui se sont écoulées ont pleinement démontré le bien-fondé de ces propositions, ainsi que la nécessité, toujours plus grande, de prendre des mesures concrètes pour les mener à bonne fin.

92. La République populaire roumaine a proposé, à la quinzième session de l'Assemblée générale, l'inscription à l'ordre du jour d'un point intitulé "Mesures à prendre, à l'échelon régional, en vue d'améliorer les relations de bon voisinage entre les Etats européens ayant des régimes sociaux et politiques différents". Ce point a été inscrit à l'unanimité par l'Assemblée générale à l'ordre du jour de la session. Dans le mémorandum explicatif distribué à l'occasion de l'inscription de cette question, la délégation roumaine exprimait sa conviction que

"toute amélioration des relations entre les Etats à l'échelon régional contribuerait à améliorer les relations internationales dans leur ensemble, à créer une atmosphère favorable à la paix dans le monde entier, à la sécurité internationale et au règlement des importants problèmes internationaux encore non résolus" ^{7/}.

Aujourd'hui, alors que trois ans se sont écoulés depuis l'inscription de ce point à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, nous constatons que, sous divers aspects, l'idée des accords régionaux reçoit un soutien de plus en plus marqué et que l'efficacité de pareilles mesures a été confirmée par de nombreuses propositions.

93. Les propositions tendant à dénucléariser l'Afrique, l'Asie, la région du Pacifique et l'Amérique latine démontrent, elles aussi, à quel point l'idée de la création de zones dénucléarisées, par de larges accords régionaux, correspond aux aspirations de paix et de sécurité que nourrissent tous les peuples du monde. La dénucléarisation de l'Amérique latine figure à l'ordre du jour de notre session [point 74] et la dénucléarisation de l'Afrique ainsi que la reconnaissance de la nécessité de mettre fin à la diffusion des armes nucléaires ont été proclamées par des résolutions adoptées par l'Assemblée générale

à sa seizième session [résolution 1652 (XVI) et 1665 (XVI)].

94. En ce qui concerne l'Europe, des propositions ont été faites à l'effet de créer des zones dénucléarisées dans l'Europe du Nord et l'Europe centrale, dans les Balkans, aussi bien que dans les régions de l'Adriatique et de la Méditerranée. Les accords régionaux proposés pourraient mener à l'établissement d'un système de zones dénucléarisées, commençant par le nord de l'Europe et allant jusqu'aux mers du sud de cette région. Il serait possible de créer de la sorte un instrument efficace pour écarter le danger d'une guerre thermonucléaire entre les Etats européens ayant des systèmes sociaux et politiques différents, et, de ce fait même, il serait possible aussi d'apporter une réelle et substantielle contribution à la détente des relations internationales en général.

95. Nous nous trouvons en même temps en présence d'autres propositions qui prévoient les mesures à prendre en vue d'améliorer les relations internationales et de créer la détente internationale ainsi qu'un climat propice à la solution des problèmes existant entre les Etats européens ayant des systèmes sociaux et politiques différents.

96. Nous estimons que l'Assemblée générale devrait commencer l'examen de ces propositions et concentrer son attention sur les problèmes les plus importants et les plus urgents, en recommandant les principes et les mesures propres à faciliter la négociation et la conclusion de ces accords régionaux entre les Etats intéressés.

97. Partant de ces considérations et animée du désir de contribuer au renforcement de la paix et de la sécurité internationales, préoccupée aussi d'établir le cadre d'élaboration d'accords régionaux les plus larges possible au sens des accords mentionnés auparavant, la délégation roumaine, sur instructions du Gouvernement de la République populaire roumaine, demande que le point intitulé "Mesures à prendre à l'échelon régional, en vue d'améliorer les relations de bon voisinage entre les Etats européens ayant des régimes sociaux et politiques différents" soit de nouveau inscrit à l'ordre du jour de la présente session [voir A/5557]. Nous sommes persuadés que les débats sur ce point stimuleront les efforts qui se manifestent sur divers plans en vue d'améliorer les relations entre les Etats d'Europe.

98. De nos jours, le mouvement de libération nationale a amené l'écroulement, l'une après l'autre, des murailles dans l'enceinte desquelles le régime colonial mondial tenait enfermés, depuis de longs siècles, des dizaines de peuples, soumis à la plus terrible oppression. Ce processus, d'une immense importance pour le progrès de la société humaine, a gagné des continents entiers. Plus de 50 peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ont accédé, par leur lutte, à l'indépendance et se sont engagés dans la voie du libre développement et de l'autodétermination. C'est un processus irréversible, qui ne peut plus être entravé, que celui de la liquidation définitive et complète du colonialisme. Il inscrit un chapitre d'une grande importance dans l'histoire de l'humanité et constitue une puissante impulsion pour la marche en avant des peuples vers la paix et le progrès.

99. La domination coloniale est encore maintenue dans certains territoires où les aspirations à la

^{7/} Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quinzième session, Annexes, point 75 de l'ordre du jour, document A/4440, par. 4.

liberté ainsi que le droit à l'autodétermination sont étouffés par des mesures répressives. Enfreignant les prescriptions de la Charte des Nations Unies et les résolutions de l'Assemblée générale, les puissances coloniales ont eu recours à des opérations militaires contre les populations autochtones, essayant de prolonger ce régime définitivement condamné par l'histoire. En Angola, au Sud-Ouest africain, en Rhodésie du Sud et dans d'autres colonies encore, les peuples luttent âprement pour acquérir leur indépendance. En Afrique du Sud, où la discrimination raciale a été promue au rang de politique d'Etat, la population africaine s'est engagée dans une lutte courageuse pour la conquête de ses droits fondamentaux.

100. Les Etats récemment libérés sont dans une position de plus en plus solide pour combattre les méthodes néo-colonialistes par le moyen desquelles les anciennes métropoles cherchent à entraver la consolidation de l'indépendance économique des Etats nouvellement créés. Cette constatation se reflète dans la discussion générale de cette année. Fidèle à sa politique de soutien de la cause de l'indépendance et de la liberté nationales de tous les peuples opprimés, la Roumanie exprime sa chaleureuse sympathie à ceux qui luttent pour la liquidation des derniers vestiges de l'esclavage colonial.

101. A notre avis, les Nations Unies, qui ont irrévocablement condamné le colonialisme, ont le devoir de veiller à ce que les dispositions de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux soient, sans délai, mises en pratique dans l'intérêt de la paix et de la sécurité internationales et du progrès de l'humanité.

102. Certains foyers de tensions et de conflits, sources de menaces à la paix, existent encore en Asie du Sud-Est et en Extrême-Orient, causant une légitime anxiété. C'est ainsi qu'en Corée du Sud la présence de troupes étrangères constitue le principal obstacle sur la voie de la réalisation des aspirations légitimes du peuple coréen à l'unification pacifique de sa patrie. Une situation grave persiste au Viet-Nam du Sud, où, par la violation des accords de Genève^{8/}, l'immixtion étrangère et l'étouffement des droits fondamentaux de la population, on empêche la libre expression de la volonté d'un peuple qui désire rétablir pacifiquement l'unité du pays.

103. Il est incontestable que le problème du développement économique constitue, aujourd'hui, un élément essentiel de l'activité internationale et l'une des préoccupations fondamentales des Nations Unies.

104. Le souci de trouver et d'élaborer des mesures concrètes en vue du développement économique des régions sous-développées et du renforcement de la collaboration économique entre tous les pays s'est fait également jour à la présente session de l'Assemblée générale. L'une des mesures importantes prises à ce sujet est la convocation, pour 1964, de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement. Selon la délégation roumaine, c'est en établissant des échanges commerciaux internationaux sur des bases réciproquement avantageuses, et en abolissant les mesures discriminatoires et les tarifs douaniers obstructionnistes, que l'on permettra au commerce mondial

de jouer le vrai rôle qui lui revient dans l'accélération du développement économique et dans la création d'un climat de confiance et de coopération internationales.

105. Le Gouvernement roumain, qui accorde une attention toute particulière à cette conférence, a formulé des propositions pour que l'on inscrive à son ordre du jour certains thèmes tels que: l'élaboration de principes fondamentaux d'accords économiques et commerciaux; l'importance et l'efficacité des accords commerciaux à long terme pour la stabilité et le développement des échanges internationaux; l'importance des livraisons à crédit des biens d'équipement destinés à la construction d'unités industrielles, livraisons remboursables par des quotes-parts de la production de ces unités; l'importance, pour le développement dans des buts pacifiques, des ressources libérées par le désarmement. Nous espérons que ces propositions trouveront la place qui leur est due dans les débats de cette conférence.

106. Ainsi qu'elle l'a déjà proposé à la douzième session de l'Assemblée générale^{9/}, la délégation roumaine pense qu'une autre mesure qui contribuerait à assurer des relations économiques internationales normales, pourrait se présenter sous la forme d'une déclaration énonçant certains principes concernant la coopération économique internationale. Etant toujours persuadée de l'utilité de l'adoption d'un document de principes, comme instrument de coopération internationale et comme facteur stimulant des bonnes relations entre les Etats, la délégation roumaine est d'avis qu'on doit accorder la priorité à ce problème et que l'élaboration de ce document, dans le cadre du Conseil économique et social, devra être accélérée. La recherche des voies et des moyens les plus appropriés pour hâter le développement économique trouvera, elle aussi, la place qui lui revient dans les travaux de cette session.

107. Cette session abordera sans doute également des problèmes comme ceux de l'industrialisation, de la mise à profit des nouvelles conquêtes de la science et de la technique, de la nécessité d'élaborer des plans nationaux de développement économique, de la formation et de la spécialisation des cadres nationaux, de l'intensification des échanges d'expériences dans les domaines économique, technique et scientifique.

108. Pour la République populaire roumaine, le développement multilatéral de son économie, l'industrialisation du pays et l'amélioration du niveau de vie de la population sur la base de plans de développement scientifiquement élaborés représentent les traits fondamentaux de la politique économique que le Gouvernement roumain suit de manière constante. C'est ainsi que la Roumanie a réussi à obtenir, en moins de 20 ans, un développement équilibré dans toutes les branches de l'économie nationale, réalisant d'importants progrès dans l'industrialisation du pays et dans l'amélioration du niveau de vie.

109. De cette façon, la structure de l'industrie roumaine a été radicalement changée et l'on a créé de nouvelles branches industrielles destinées à transformer et à mettre en valeur les ressources en matières premières de notre pays. Le rythme d'accroissement moyen annuel de la production indus-

^{8/} Accords sur la cessation des hostilités en Indochine, signés le 20 juillet 1954.

^{9/} Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session, Annexes, point 12 de l'ordre du jour, document A/3740, par. 20 à 23.

trielle de la Roumanie a été, entre 1950 et 1959, de 12,7 p. 100, atteignant, pendant les trois premières années (1960-1962) du plan de six ans, le taux de 15,8 p. 100, ce qui reflète l'essor continu de notre économie.

110. Le progrès économique continu de la Roumanie a créé les conditions nécessaires à l'extension de ses relations économiques avec d'autres Etats. Notre pays entretient des relations économiques et commerciales avec plus de 80 Etats de différentes parties du monde.

111. La politique constante menée par le Gouvernement roumain en vue de promouvoir la paix et la collaboration internationales et de réaliser les objectifs de son plan économique de six ans crée de nouvelles possibilités de participation active aux échanges internationaux avec tous les pays, nonobstant leur système social et économique, sur la base des avantages réciproques et de l'égalité des droits.

112. Le gouvernement et le peuple roumains estiment que l'Organisation des Nations Unies, important forum international, fondée sur le respect des principes de la souveraineté et de l'égalité de tous les Etats, de la non-intervention dans leurs affaires intérieures et leur intégrité territoriale, peut et doit apporter une contribution importante à la solution urgente des problèmes qui préoccupent l'humanité.

113. La délégation roumaine se prononce pour le renforcement de notre organisation, qui doit devenir un instrument actif de la paix et de la coopération internationales. Mais l'efficacité et le prestige des Nations Unies sont sérieusement sapés parce que le principe de l'universalité, sur lequel cette organisation a été érigée, continue aujourd'hui encore d'être négligé. Comme par le passé, la délégation roumaine se prononce fermement pour le rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine, Etat fondateur de l'Organisation des Nations Unies et membre permanent du Conseil de sécurité, ainsi que pour l'éloignement immédiat des usurpateurs tchangkaïchékistes. Empêcher la République populaire de Chine d'occuper la place qui lui revient de droit aux Nations Unies, c'est limiter considérablement la contribution de l'Organisation dans sa tâche pour promouvoir des relations de collaboration et de bonne entente entre les Etats et pour assurer la paix et la sécurité internationales.

114. A l'ordre du jour de cette session figurent de nombreux problèmes qui peuvent donner lieu à des échanges de points de vue utiles et qui pourront avoir comme résultat l'application des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. Parmi ces problèmes figure aussi la question intitulée "Mesures destinées à promouvoir parmi les jeunes les idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples" (point 47), question inscrite à la requête de la Roumanie à la quinzième session de l'Assemblée générale ^{10/} et qui, depuis lors, a fait l'objet de l'attention des Nations Unies et d'autres organisations internationales.

115. A la dix-septième session, la délégation roumaine a présenté, pour être soumis aux débats, un projet de déclaration ^{11/} renfermant les principes

qui doivent, selon nous, guider l'activité dans le domaine de la formation de la jeune génération. Nous sommes convaincus que cette proposition sera attentivement examinée par l'Assemblée générale, au cours de la présente session, et que des décisions appropriées seront adoptées en ce qui concerne cet important problème.

116. La dix-huitième session est saisie de problèmes variés et importants dont la solution est attendue par tous les peuples du monde. Il y a encore des difficultés sur la voie qui mène à la solution de ces problèmes. Il ne faut pas nous attendre que ces difficultés soient surmontées d'un seul coup. Si la session à laquelle nous participons réussit à contribuer à l'instauration d'un climat favorable permettant de trouver des solutions viables ou de s'en approcher, climat qui permette également à la raison de prévaloir dans les relations entre Etats, la délégation roumaine est persuadée que les résultats de cette session vont prendre rang en tant qu'apports utiles aux efforts incessants déployés par l'humanité vers la paix et l'entente entre les peuples.

117. Pour sa part, la délégation roumaine fera tout ce qui est en son pouvoir pour contribuer d'une manière active au succès des travaux de cette session.

118. M. HUOT SAMBATH (Cambodge): J'ai le grand honneur de prendre la parole, au nom de mon gouvernement, en cette dix-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, pour renouveler la foi et la confiance de mon pays en une institution internationale qui reste "notre seul refuge, notre seul soutien, notre seul réconfort", selon les paroles prononcées par le chef de l'Etat khmer, à cette même tribune, au cours de la discussion générale de la seizième session.

119. Appelé à siéger dans un parlement qui réunit la grande majorité des gouvernements des peuples du monde, dans un parlement où la justice, l'égalité et la liberté règlent les rapports entre tous les pays, petits et grands, riches et pauvres, le Cambodge se réjouit de pouvoir faire entendre sa voix, trop souvent ignorée, de pouvoir accomplir ses devoirs et assumer ses responsabilités.

120. Conscient de l'importance de l'Organisation des Nations Unies, dont il est Membre, et pénétré des principes d'universalité qui doivent régir cette même organisation, le Cambodge, dans le seul souci de bannir l'ostracisme qui frappe injustement certaines nations, se voit obligé de soulever une nouvelle fois la question de la représentation de la République populaire de Chine, dont le gouvernement est le seul qui représente les 700 millions de Chinois.

121. Depuis plusieurs années, le Cambodge n'a cessé de dénoncer ce déni de justice et ce manque de réalisme qui font courir les plus grands risques à notre institution. Depuis 1958, le Cambodge, par la voix de ses représentants, a déployé à cette même tribune tous ses efforts pour attirer l'attention de la majorité de cette assemblée sur cette politique discriminatoire à l'égard de la Chine populaire. En 1958, en 1960, en 1961, et l'an dernier, dans un message adressé à l'Assemblée générale, le prince Norodom Sihanouk a souligné le danger de certaines intransigeances "irréalistes" et de l'obstination de certains pays à refuser à la Chine populaire le siège qui lui revient au sein de notre organisation.

^{10/} Ibid., quinzième session, Annexes, point 76 de l'ordre du jour, document A/4442.

^{11/} Ibid., dix-septième session, Annexes, point 83 de l'ordre du jour, document A/C.3/L.1051.

122. Il est une évidence que nul ne peut ni ne doit ignorer: sans la reconnaissance juridique de la Chine populaire et sans sa participation aux discussions internationales, aucun accord et aucune solution aux problèmes majeurs, tels que le désarmement et l'interdiction totale des essais nucléaires, n'auront de signification. D'ailleurs, à la récente Conférence de Genève sur le Laos^{12/}, comme en 1954 lors de la Conférence sur l'Indochine^{13/}, les pays occidentaux, y compris les Etats-Unis, ont été amenés à discuter avec la Chine populaire autour d'une table ronde. Ces précédents valent une reconnaissance. Pourquoi, dans ces conditions, maintenir hors des Nations Unies un grand peuple courageux, laborieux et pacifique?

123. Le Cambodge, qui n'appartient à aucun camp ou clan, considère comme un devoir de s'élever contre un ostracisme qui risque de pousser dans l'amertume et l'hostilité le plus grand et le plus puissant pays d'Asie.

124. Dans notre esprit, les Nations Unies devraient, pour ne point faillir à leur noble mission, veiller à défendre non seulement ce principe d'universalité qui est leur raison d'être, mais également les principes de la Charte et ceux de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Sans pour autant se présenter en tribunal mondial, notre organisation devrait pouvoir, en vertu de son poids et de son prestige moral, s'attaquer efficacement à l'injustice, à l'iniquité, à la violence, qui règnent encore dans certaines parties du globe.

125. A cet égard, le conflit religieux qui oppose actuellement le gouvernement catholique du Sud-Viet-Nam à la population sud-vietnamienne, bouddhiste dans sa très grande majorité, doit troubler la conscience de tous. Il n'est certes pas dans les habitudes du Cambodge neutre de s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres pays, mais, fidèles à la Déclaration universelle des droits de l'homme, nous ne pouvons rester insensibles ou muets devant les persécutions qui s'abattent sur les bouddhistes du Sud-Viet-Nam.

126. Les sanglants incidents de Hué, le sacrifice par le feu des bonzes vietnamiens, la prise d'assaut et le saccage des sanctuaires bouddhiques, l'emprisonnement des religieux ont poussé au paroxysme l'évolution de ce conflit qui déchire le Sud-Viet-Nam. Le Cambodge, où la liberté de tous les cultes est absolue bien que le bouddhisme soit la religion d'Etat, manifeste sa profonde inquiétude devant un antagonisme qui fait peser une très grave menace sur la paix religieuse au Sud-Viet-Nam et dans toute cette partie du monde.

127. Le gouvernement royal et le peuple cambodgien ont, à plusieurs reprises, dénoncé et condamné ces persécutions religieuses anachroniques qui risquent de remettre en question l'équilibre et la coexistence entre toutes les religions qui voisinent dans le Sud-Est asiatique. De son côté, le chef de l'Etat khmer a adressé des messages aux présidents Kennedy, de Gaulle et Radhakrishnan, au premier ministre Mac-Millan et au Secrétaire général des Nations Unies, pour demander leur intervention urgente dans ce problème particulièrement angoissant. Nous avons en effet la conviction que tout homme épris de paix et de justice

doit accorder sa sympathie et, s'il le peut, son aide et son soutien aux victimes de la politique d'inquisition du Gouvernement sud-vietnamien.

128. Les mesures répressives prises par les autorités responsables du Sud-Viet-Nam et les nombreuses exactions auxquelles elles se sont livrées contre l'ensemble de la population de ce pays auront toutefois permis à l'opinion mondiale de porter son attention sur le sort tragique des minorités ethniques. Nous devons tout particulièrement évoquer le sort de nos frères de race, Khmers Krom ou Cambodgiens du Sud-Viet-Nam, livrés à l'arbitraire depuis 10 ans. Six cent mille de ces compatriotes vivent dans d'affreuses conditions sur un sol, sur un territoire qui était le leur, mais que des mesures unilatérales issues d'un passé colonial révolu ont injustement attribué à un pays étranger. Les premiers occupants de l'actuel Sud-Viet-Nam furent en effet les Khmers qui, en dépit d'invasions vietnamiennes successives, se sont maintenus sur les terres de leurs ancêtres. Ces Khmers Krom — ainsi que nous les nommons — ont conservé jusqu'à ce jour une profonde unité linguistique et religieuse, ainsi que des coutumes et des traditions purement khmères.

129. Au mépris des règles les plus élémentaires du droit international et des droits sacrés de la personne humaine, le Gouvernement du Sud-Viet-Nam a, dès l'abord, imposé la nationalité vietnamienne aux ressortissants khmers. Puis les interdictions se multiplièrent: interdiction d'employer la langue maternelle, interdiction de pratiquer le culte bouddhique dans les formes traditionnelles, interdiction de respecter les coutumes ancestrales, interdiction d'utiliser des noms à résonance cambodgienne.

130. Des moines bouddhistes, dont des vieillards, ont été froidement assassinés; d'autres, ont été torturés, emprisonnés, maltraités. Les monastères sont sous la surveillance tracassière de la police; plusieurs ont été fermés au culte, transformés en cantonnements militaires, parfois détruits. Les religieux et les fidèles khmers Krom sont, depuis quelques mois, victimes d'une répression particulièrement sanglante. En fait, il s'agit de l'application systématique d'une politique de génocide, à l'encontre d'une population qui a commis le double crime d'être khmère et bouddhiste.

131. Beaucoup de ces infortunés compatriotes, fuyant l'oppression du régime de Saigon, ont trouvé refuge au Cambodge. Mais, au cours de cet exode massif, nombreux ont été ceux qui n'ont pu atteindre la liberté et le salut et sont tombés sous les balles des troupes sud-vietnamiennes qui les traquaient. Au cours des deux dernières années, plus de 7 000 hommes, femmes et enfants ont franchi la frontière, et ce flot de réfugiés ne cesse d'augmenter depuis quelques mois.

132. Tout récemment, un groupe d'une soixantaine de moines et de fidèles bouddhistes réfugiés au Cambodge a publié une déclaration dénonçant les exactions du gouvernement de Saigon. Voici quelques extraits de ce déchirant appel à la conscience humaine:

"Nous, moines bouddhistes et ex-ressortissants khmers du Kampuchéa Krom, avons vu de nos propres yeux les actes meurtriers d'extermination et ceux de ségrégation bouddhiste dont est coupable le gouvernement de Saigon présidé par M. Ngo Dinh Diêm. Les tentatives de destruction de la race khmère et de la religion bouddhique au Sud-Viet-Nam se poursuivent aujourd'hui comme hier au Kampu-

^{12/} Conférence pour le règlement de la question du Laos, réunie du 16 mai 1961 au 23 juillet 1962.

^{13/} Conférence de Genève sur le problème du rétablissement de la paix en Indochine, réunie du 16 juin au 21 juillet 1954.

chéa Krom... Nous renouvelons notre appel à tous les pays pacifiques pour qu'ils interviennent auprès du gouvernement de Saigon afin que cessent toutes actions d'extermination de la race khmère et de destruction de la religion bouddhique au Sud-Viet-Nam, ainsi que toute entreprise dangereuse pour la paix dans le Sud-Est asiatique."

Comment le Cambodge pourrait-il rester insensible à l'appel désespéré de ses fils? Comment demeurer indifférent devant des persécutions religieuses d'un autre âge?

133. La tolérance imprègne toutes les sociétés du Sud-Est asiatique. Seul, le gouvernement de Saigon fait exception à la règle. Au Cambodge, où le bouddhisme est la religion d'Etat, toutes les croyances et tous les cultes non seulement sont libres, mais encore reçoivent du gouvernement royal toute l'aide nécessaire. Les musulmans ont leurs mosquées, leurs écoles coraniques, où l'enseignement est libre. Librement, ceux qui le désirent font chaque année le pèlerinage de La Mecque et obtiennent du gouvernement royal les devises fortes nécessaires à leur voyage et à leur séjour. Les catholiques ont, de leur côté, toute latitude pour prêcher leur religion et enseigner dans leurs écoles. Des terrains sont même mis gratuitement à leur disposition pour la construction de leurs églises et de leurs institutions culturelles.

134. Le gouvernement royal a tenté, à diverses reprises, d'entrer en contact avec les dirigeants de Saigon pour faire disparaître ou au moins pour atténuer un état de fait qui ne fait point honneur à l'humanité. Mais toutes nos démarches se sont révélées vaines. Nous mettons désormais nos derniers espoirs dans les Nations Unies qui, déjà, se sont penchées sur le problème des minorités en divers pays, en leur demandant de veiller à ce que les droits les plus élémentaires de groupes ethniques vivant sous la férule de régimes policiers soient reconnus et respectés.

135. Ce même Sud-Viet-Nam ne cesse d'ailleurs de harceler le Cambodge par des attaques aux frontières et des campagnes de provocation. Il ne se passe pratiquement pas une semaine sans incursions dans notre territoire, sans violations de notre espace aérien, sans crimes contre nos populations civiles. La Commission internationale de surveillance et de contrôle chargée de l'application des accords de Genève de 1954 a pu vérifier sur place les faits dont se rend coupable le gouvernement de Saigon.

136. Je me garderai d'importuner l'Assemblée par des statistiques détaillées ou par un exposé des preuves de la politique agressive et expansionniste du régime sud-vietnamien. Mais il faut savoir qu'au cours de l'année 1962 le Cambodge fut victime de 140 agressions de la part des forces régulières de la République du Viet-Nam. Pendant le premier trimestre de l'année 1963, nous avons eu à déplorer 27 violations de tout genre. Au cours d'une des dernières agressions, le 19 août 1963, deux avions sud-vietnamiens bombardèrent et mitraillèrent un poste de garde provinciale à 5 kilomètres à l'intérieur de notre territoire. La liste de nos compatriotes — paisibles paysans pour la plupart — tués ou blessés par les soldats réguliers venus du Sud-Viet-Nam, ne cesse de s'allonger. Parmi ces innocentes victimes de la barbarie de nos voisins, on relève des femmes, des vieillards et de très jeunes enfants.

137. Devant cette multiplication des agressions, le Cambodge ne pouvait demeurer indifférent. Le 27 août 1963, à la demande du Parlement, émanation du peuple cambodgien, le gouvernement royal décidait de rompre les relations politiques avec l'actuel gouvernement du Sud-Viet-Nam pour crimes contre le peuple khmer du Cambodge, crimes contre la communauté khmère du Kampuchéa Krom, crimes contre le bouddhisme et contre la communauté des moines et des fidèles bouddhistes.

138. Cette grave décision, mûrement réfléchie, ne fut nullement dictée par des sentiments d'hostilité à l'égard du peuple sud-vietnamien. La déclaration gouvernementale proclame en effet:

"Le gouvernement royal tient spécialement à souligner que la rupture des relations politiques qui vient d'être décidée n'est pas une mesure d'hostilité à l'égard du Sud-Viet-Nam. A cette occasion, le Cambodge renouvelle sa profonde sympathie au peuple sud-vietnamien, qui, depuis de longues années, souffre de l'oppression d'une dictature policière et agressive. Dès que le Sud-Viet-Nam aura retrouvé sa liberté et le peuple sud-vietnamien tous les droits fondamentaux qui lui ont été arrachés, le gouvernement royal sera heureux de renouer des relations normales avec un gouvernement démocratique ayant un soutien populaire, et de travailler à l'établissement d'une coopération confiante et amicale entre les deux pays."

Cependant, certains observateurs occidentaux, journalistes et même diplomates, restent incrédules, même devant les faits les plus évidents, et attribuent nos plaintes et nos accusations à un complexe de persécution à l'échelon national. Malgré des preuves irréfutables, malgré des témoignages dignes de foi, ils jugent que le Gouvernement sud-vietnamien a assez à faire avec sa propre guerre civile et religieuse pour se donner le luxe de créer un autre front contre le Cambodge.

139. Ce raisonnement est satisfaisant sur le plan théorique. Hélas! la réalité est autre et ne corrobore pas la thèse de ces observateurs étrangers. Malgré nos innombrables protestations, les agressions continuent, les bombardements se multiplient, les crimes se succèdent. Il y a quelques années, les forces armées sud-vietnamiennes ont pris l'habitude de déplacer les bornes frontières au gré de leur fantaisie. Aujourd'hui, le gouvernement de Saigon maintient d'injustifiables revendications de souveraineté sur les fies côtières cambodgiennes ayant de tout temps appartenu au Cambodge. Ces actes et cette attitude peuvent paraître surprenants, mais, en fait, ne font que traduire la permanence de l'impérialisme vietnamien depuis plus de six siècles. Les leçons du passé nous ont appris que cet impérialisme se révèle et s'épanouit lorsqu'il est appuyé ou lorsque les circonstances créent un déséquilibre des forces en sa faveur.

140. Le régime de Saigon est en décomposition et n'en pratique pas moins une politique de force et de menace à l'égard du Cambodge. Mais il a un super-appui extérieur qui lui permet non seulement de durer contre la volonté populaire, mais encore de jouer cyniquement avec la paix et la guerre dans cette partie du monde. Neutre et indépendant, le Cambodge n'aurait pas à soulever des problèmes dépassant largement son contexte national si, sous couvert de combattre le Vietcong, les forces régulières sud-

vietnamiennes n'utilisaient les armes mêmes fournies par les Etats-Unis d'Amérique pour tenter d'assouvir leurs desseins expansionnistes en direction du Cambodge.

141. Certains pays occidentaux croient pouvoir prendre la défense du Sud-Viet-Nam et justifier les agressions perpétrées contre le Cambodge en invoquant la guerre civile sud-vietnamienne et les "erreurs involontaires" de l'armée de M. Ngo Dinh Diêm. Qui admettra de telles explications? Le massacre de paysans cambodgiens, la destruction de leurs villages, à plusieurs kilomètres à l'intérieur du territoire cambodgien, sont des actions criminelles gratuites, sans aucun rapport avec la guerre civile qui se déroule en territoire vietnamien. Si, d'ailleurs, contre toute vraisemblance, il s'agit d'"erreurs involontaires", pourquoi le gouvernement de Saigon repousse-t-il nos protestations, refuse-t-il de présenter des excuses et d'indemniser les victimes innocentes de ces agressions?

142. Cette situation, comme l'Assemblée peut le juger, constitue un grave danger pour la sauvegarde de la paix dans cette région du monde. Sans quitter le cadre de ses attributions, notre organisation pourrait et devrait se pencher sur ce problème et trouver une solution pour que les frontières d'un pays Membre de l'ONU soient garanties et respectées. Il s'agit d'une suggestion que tout Etat ayant souscrit à la Charte de notre institution doit comprendre et apprécier.

143. Il est un autre problème difficile que nous, Cambodgiens, souhaitons résoudre rapidement; il s'agit de nos relations avec la Thaïlande. Le Cambodge n'a nullement l'intention de rappeler indéfiniment ses griefs à l'égard de la Thaïlande. Toute une histoire ancienne et contemporaine, de la prise et de la destruction d'Angkor, au XV^{ème} siècle, à l'affaire de Préah Vihear^{14/}, et tout récemment encore à l'affaire de Koh Kong, est remplie d'exemples qui sont en eux-mêmes suffisamment significatifs. Toutefois, notre désir est d'oublier ce passé cruel et de placer nos relations avec ce pays voisin sur un plan amical et d'égalité.

144. Malgré toutes les difficultés, le Cambodge n'a cessé de souhaiter une normalisation de ses relations avec la Thaïlande. C'est avec satisfaction et dans un esprit de sincère collaboration que le gouvernement royal a accueilli la mission de M. Nils Goran Gussing, représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies^{15/}. A cette occasion, je tiens à rendre hommage et à exprimer les sentiments de sincère gratitude du gouvernement royal aux éminents conciliateurs des Nations Unies, à S. E. U Thant, à M. Narasimhan, à M. Nils Goran Gussing, pour leur noble intervention dans le différend khméro-thaïlandais.

145. Au cours des derniers mois, le Cambodge a multiplié les gestes de bonne volonté et d'apaisement, en particulier en acceptant l'échange d'une quarantaine de prisonniers thaïlandais contre une dizaine de ressortissants cambodgiens, puis en proposant la réunion d'une conférence de techniciens des deux pays. Je tiens à répéter à nouveau que le Cambodge souhaite une normalisation de ses relations avec la Thaïlande. Mais il est indispensable que ces relations

soient établies sur une base solide et durable. Cette base ne saurait être qu'une reconnaissance formelle de nos frontières communes, déjà bien définies et fixées par des traités internationaux. Le Cambodge ne transigera jamais sur la reconnaissance de son intégrité territoriale, reconnaissance qui, venant de la Thaïlande, peut revêtir différentes formes: accord international, traité biparti, accord garanti par les Nations Unies, ou simplement accord biparti signé devant le Secrétaire général des Nations Unies.

146. Le Cambodge est las de vivre constamment sous la menace de nations surarmées et soutenues par des grandes puissances pour combattre le communisme, lequel n'existe pas au Cambodge. Nous ne pouvons plus tolérer qu'on ne reconnaisse ni ne respecte nos frontières, ou que l'on attaque nos populations frontalières. Quel pays au monde le tolérerait, d'ailleurs?

147. Nous ne désirons que la paix, que coexister pacifiquement avec tous les pays et en premier lieu avec nos voisins. En accord avec ce désir, avec cette volonté, le Cambodge a proclamé son statut d'Etat neutre par une loi de 1957. Mais devant les attaques dont fut victime notre neutralité, devant des complots extérieurs sans cesse renaissants pour le détruire, devant les menaces à notre intégrité territoriale, le Cambodge, par la voix de son chef d'Etat, a été amené à proposer la réunion d'une conférence internationale sur ce problème qui est, en fait, celui de la paix dans le Sud-Est asiatique. Cette proposition fut envoyée aux 13 nations qui venaient de se réunir pour trouver une solution à l'affaire laotienne, en leur demandant de bien vouloir reconnaître et garantir la neutralité et l'intégrité territoriale du Royaume du Cambodge.

148. Notre demande légitime et raisonnable fut accueillie avec froideur, sauf par les pays socialistes, la France et le Laos. Les puissances du monde libre et leurs alliés ont plus ou moins clairement justifié leur refus en soulignant qu'une garantie de notre neutralité et de nos frontières ne pouvait être que militaire, ce qui est, paraît-il, contraire à leurs principes. Désireux d'éprouver la bonne foi de ces pays, nous sommes prêts à nous contenter d'une reconnaissance de notre neutralité et de nos frontières, à condition toutefois que les pays voisins y souscrivent. Cette condition est, bien entendu, la plus importante de toutes.

149. Je me suis permis d'exposer longuement, trop longuement peut-être, les problèmes particuliers au Cambodge, parce qu'en fait ils sont étroitement liés à la situation en ce Sud-Est asiatique vers lequel se porte trop souvent l'attention internationale. Plus brièvement je voudrais évoquer quelques-uns des grands problèmes mondiaux sur lesquels le Cambodge a été amené à faire connaître sa position et ses points de vue.

150. Parmi ces problèmes, l'un des plus importants et devant être abordé en cette assemblée nous paraît être celui des pays divisés, problème délicat entre tous puisqu'il ne s'agit de rien de moins que d'affronter les intérêts des blocs idéologiques qui cherchent à maintenir un état de fait contre nature. Ainsi que le souligna le prince Norodom Sihanouk, chef de l'Etat khmer à cette même tribune en 1961, la solution idéale pour sortir de cette situation paradoxale "est incontestablement la réunification de ces peuples par un référendum général organisé et contrôlé par les Nations Unies, sans l'intervention

^{14/} Affaire du temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande), Fond, arrêt du 15 juin 1962; C.I.J., Recueil 1962, p. 6.

^{15/} Voir Documents officiels du Conseil de sécurité, dix-septième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1962, document S/5220.

des deux gouvernements alignés sur les blocs responsables de la division" [1011ème séance, par. 83].

151. Mais, en attendant de pouvoir œuvrer efficacement en ce sens, notre organisation, qui, ainsi que l'a si bien souligné son secrétaire général, doit demeurer fidèle à son universalité, doit permettre aux peuples divisés de faire entendre leur voix à cette tribune. Le Viet-Nam, la Corée, l'Allemagne devraient donc être admis de plein droit au sein des Nations Unies, en la personne des gouvernements qui, effectivement, représentent l'ensemble de la nation. Il est profondément injuste que les peuples de ces pays soient maintenus en dehors de notre organisation et tenus de passer par l'intermédiaire de leurs alliés ou de leurs protecteurs pour faire connaître leurs desiderata. D'ailleurs, l'entrée aux Nations Unies des deux Allemagnes, des deux Corées, des deux Viet-Nam ne modifierait absolument pas l'équilibre des forces des deux camps.

152. Aujourd'hui, plus que jamais, le problème du désarmement reste inscrit à l'ordre du jour. Le Cambodge a été heureux de la signature par les trois plus grandes puissances nucléaires, les Etats-Unis, l'Union soviétique et le Royaume-Uni, d'un accord sur l'interdiction des essais nucléaires non souterrains. Nous tenons à féliciter et à approuver ces trois puissances pour cette initiative encourageante. Cependant, le Cambodge n'a pas jugé nécessaire d'y apposer sa signature, d'une part parce que, même dans un avenir lointain, il ne peut espérer devenir une puissance nucléaire, d'autre part parce que notre constitution nous interdit d'adhérer aux traités et pactes militaires. Je me permettrai de rappeler à cet égard que l'article pertinent stipule :

"Le Royaume du Cambodge est un pays neutre. Il s'abstient de toute alliance militaire ou idéologique avec des pays étrangers. Il n'entreprendra aucune agression contre aucun pays étranger."

Cette neutralité qui s'oppose à l'installation de bases militaires étrangères sur notre territoire implique donc, a fortiori, que la question d'expériences nucléaires entreprises au Cambodge par une tierce puissance ne saurait se poser.

153. Cependant, le traité triparti de Moscou, malgré son importance comme manifestation de détente entre les dirigeants des deux grands blocs, ne doit pas nous faire oublier que le désarmement général et complet reste le but ultime de l'humanité entière. Or, malgré le traité de Moscou, les grandes puissances nucléaires conservent la possibilité, qu'elles utilisent très largement, de continuer à produire, à stocker, à perfectionner leurs armes nucléaires de destruction massive. Il est donc souhaitable que le premier pas qui vient d'être fait soit le signe précurseur d'une ère de détente qui verrait les puissances nucléaires interdire, puis détruire complètement leurs armes terrifiantes.

154. Mais, dès maintenant, le Gouvernement royal du Cambodge souhaite la création de zones dénucléarisées. A cet égard, nous tenons à rendre hommage aux cinq pays d'Amérique latine qui ont concrétisé cette grande idée de dénucléarisation partielle.

155. Enfin, je me permets à nouveau d'attirer l'attention de l'Assemblée sur l'importance que conservent les armes de types classiques en certaines parties du monde. Les petites guerres locales qui se poursuivent au Viet-Nam, au Moyen-Orient, en Angola,

où l'on se contente des techniques de la dernière guerre mondiale, n'en sont pas moins très meurtrières. Le caractère particulier de ces guerres asiatiques ou africaines est que les adversaires, n'étant généralement pas producteurs d'armements, utilisent largement l'arsenal périmé des grandes puissances. Un désarmement complet devra donc attacher une importance particulière à ce problème.

156. Un troisième problème requiert toute notre attention, mais justifie notre optimisme par son évolution et ses progrès. Il s'agit de la décolonisation. En dépit de l'intransigeance raciste des uns, de l'hypocrisie de certaines puissances coloniales qui cherchent à perpétuer un passé révolu, une immense majorité composée des forces pacifiques du monde entier continue de lutter pour supprimer à tout jamais une politique fondée sur la domination et l'asservissement.

157. Le Cambodge, qui s'est vu investir de la confiance de notre organisation en se voyant appelé à assumer la vice-présidence du Comité spécial des Vingt-Quatre, est heureux d'avoir pu contribuer à une action positive en faveur des peuples asservis. Aujourd'hui, la décolonisation est presque achevée et seuls quelques pays sont engagés, en Afrique, dans une lutte qui fera disparaître à jamais toute trace de cette honte qu'est le colonialisme.

158. Il me reste à évoquer deux questions qui nous touchent indirectement, mais pour lesquelles, dans l'état actuel des choses, les Nations Unies ne peuvent intervenir efficacement.

159. Il s'agit, tout d'abord, du litige et du conflit frontalier entre l'Inde et la Chine. En décembre 1962, sur l'initiative de Mme Bandaranaike, premier ministre de Ceylan, six pays non alignés, dont le Cambodge, se sont réunis pour rechercher les moyens de venir en aide à deux grandes nations asiatiques. Malheureusement, nos tentatives n'ont pas obtenu le succès espéré et, si, aujourd'hui, nos amis indiens et chinois ont retrouvé la paix, il ne s'agit que d'une paix bien précaire qu'une étincelle suffirait à détruire.

160. Le Cambodge souhaite ardemment que l'Inde et la Chine parviennent à renouer des relations confiantes et amicales, et surtout à reprendre leurs conversations sur le différend qui les oppose. Tous les non-alignés partagent ce vœu et travaillent à l'apaisement de ce conflit frontalier. Nous souhaitons maintenant que les autres puissances apportent également leur contribution au rétablissement d'une paix stable aux confins himalayens et ne voient pas, dans le différend sino-indien, un nouveau front de la guerre froide.

161. Toujours dans l'Asie méridionale, l'affaire laotienne provoque nos vives inquiétudes. Certes, l'accord signé par 13 puissances en 1962¹⁶ a théoriquement reconnu et garanti la neutralité du Laos; mais, dans les faits, notre infortuné voisin est toujours le théâtre de combats sporadiques entre factions laotiennes, et de complots, de rivalités entre les deux blocs idéologiques. Nos frères laotiens méritent que nous nous penchions sur leur sort et que nous les aidions efficacement à retrouver la paix, la stabilité, l'union.

¹⁶ Déclaration sur la neutralité du Laos et Protocole, signés à Genève le 23 juillet 1962.

162. Au terme de ce discours, qu'il me soit permis d'adresser, au nom de mon pays et en mon nom propre, mes vives félicitations au nouveau Président de l'Assemblée générale, ainsi que les vœux les plus sincères que je forme à l'adresse de tous les repré-

sentants ici présents et pour le succès des travaux de cette dix-huitième session de notre assemblée générale.

La séance est levée à 12 h 45.